



RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2026

RAPPELS RÉGLEMENTAIRES

1 – Le Débat d’Orientations Budgétaires (DOB)

Le débat d’orientations budgétaires (DOB) est une obligation légale pour les régions, les départements, les communes de 3500 habitants et plus et les groupements comportant une commune de 3 500 habitants et plus (art. L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et L.5217-10-4 du CGCT).

Le DOB doit faire l’objet d’une délibération distincte de celle relative au budget (TA Montpellier, 11 octobre 1995, M. Bard c / Commune de Bédarieux) et s’effectuer dans les conditions applicables à toute séance de l’assemblée délibérante sous peine d’apparaître comme un détournement de procédure.

Ce débat s’applique au budget principal et aux budgets annexes. Il a vocation d’éclairer les élus sur le budget de la collectivité. Son organisation constitue une formalité substantielle destinée à préparer le débat budgétaire et à donner aux élus, en temps utile, les informations nécessaires pour leur permettre d’exercer effectivement leur pouvoir de décision à l’occasion du vote du budget.

Toute délibération relative à l’adoption du budget non précédée, pour les collectivités précitées, d’un débat d’orientation budgétaire distinct est entachée d’illégalité et peut être annulée par le juge administratif.

L’article L.5217-10-4 du CGCT précise que la présentation des orientations budgétaires doit intervenir dans un délai de dix semaines précédant l’examen du budget pour les communes.

Si aucun délai minimal n’a été défini par le législateur, le juge administratif a estimé que la tenue du DOB ne pouvait avoir lieu à une échéance trop proche du vote du budget (TA de Versailles, 16 mars 2001).

2 – Le Rapport d’Orientations Budgétaires (ROB)

La loi Nouvelle Organisation Territoriale de la République dite loi NOTRe, traduite dans l’article L.2312-1 du CGCT et le décret n° 2016-841 du 24/06/2016, prévoit, pour les communes d’au moins 3500 habitants, les EPCI qui comprennent au moins une commune de 3500 habitants et plus, et le département, la présentation d’un rapport d’orientations budgétaires (ROB) sur lequel s’appuie le débat d’orientation budgétaire (DOB).

L’organe délibérant doit donc présenter un rapport dont le contenu, les modalités de publication et de transmission sont définies par l’article D.2312-3 du CGCT.

Il doit comporter :

- Les orientations budgétaires envisagées portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement
- La présentation des engagements pluriannuels
- Des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget

Pour les communes de plus de 10 000 habitants, ce rapport doit aussi mentionner des informations relatives au personnel (structure des effectifs, dépenses de personnel, durée effective du travail dans la commune).

PARTIE I – CONTEXTE ECONOMIQUE, FINANCIER ET FISCAL POUR L'EXERCICE 2025

1 – Contexte international

Notons que le scénario international repose sur une hypothèse majeure : le doublement des droits de douane des États-Unis envers l'Union Européenne, la Chine, le Canada et le Mexique dès le deuxième trimestre 2025, accompagné de contre-mesures équivalentes. Cette escalade devrait freiner la croissance du PIB mondial de -0,1 point en 2025 et de -0,2 point en 2026, et le commerce mondial de -0,2 point et -0,7 point respectivement.

Malgré ces tensions, la croissance mondiale devrait se maintenir à un rythme solide de +3,2% en 2025 et 2026, similaire à 2024, mais légèrement inférieur à la moyenne des années 2010. Le commerce mondial est attendu en accélération en 2025 et 2026 par effet de rattrapage après deux années de faible dynamisme, bien que cette reprise soit révisée à la baisse par rapport aux prévisions antérieures. Ce commerce resterait principalement tiré par les économies émergentes.

Les dynamiques de croissance divergent au sein des pays avancés. La croissance est prévue solide aux États-Unis et en Espagne, cette dernière bénéficiant du plan de relance européen (PNRR) et du dynamisme du marché du travail. L'Allemagne devrait connaître une activité faible, voire une quasi-stagnation (+0,1 % en 2025), pénalisée par son exposition commerciale aux États-Unis, l'incertitude politique interne et les mutations industrielles. L'Italie et le Royaume-Uni se situeraient dans une position intermédiaire.

Du côté des grandes économies émergentes, l'activité est attendue en ralentissement en 2025. La Chine marquerait le pas en raison de déséquilibres structurels persistants et de l'impact des nouveaux droits de douane américains, même si un soutien monétaire et budgétaire est anticipé. Les évolutions de ces économies en 2026 seraient étroitement liées aux politiques monétaires.

Enfin, l'environnement international se révèle moins porteur pour l'économie française que prévu en septembre 2024, avec une demande mondiale adressée à la France révisée à la baisse (+2,6% en 2025), reflétant une structure des exportations davantage tournée vers les pays avancés que vers les émergents. L'évolution des politiques commerciales américaines est identifiée comme le principal risque baissier sur l'ensemble de ces prévisions.

2 – Contexte National

La trajectoire des finances publiques françaises révèle, sur le temps long, une déconnexion structurelle vis-à-vis de la moyenne de la zone euro. Ce phénomène de décrochage, amorcé au tournant des années 2000, tire son origine d'un accroissement soutenu des dépenses publiques qui n'a pas été compensé par une dynamique équivalente des recettes. Le moteur principal de cette évolution réside dans le poids croissant des prestations sociales, et singulièrement des retraites, dont la part dans le produit intérieur brut a progressé de manière significative sur les deux dernières décennies. Parallèlement, le soutien constant aux dépenses de santé et le déploiement de politiques de relance successives ont durablement obéré la capacité de la France à dégager les excédents primaires qui auraient été nécessaires pour stabiliser, puis réduire, le stock de sa dette avant l'entrée dans une ère de taux d'intérêt plus élevés.

Depuis l'exercice 2023, cette situation s'est doublée d'une fragilité nouvelle du côté des recettes de l'État. Contrairement aux cycles économiques précédents, la croissance actuelle ne génère pas le surplus de recettes fiscales attendu, illustrant une élasticité historiquement faible des impôts au PIB. Cette atonie fiscale s'explique notamment par la diminution structurelle des impôts de production et par une érosion de l'assiette de l'impôt sur les sociétés dans un contexte de ralentissement de l'activité. Ce décalage entre des dépenses rigides à la baisse et des recettes fluctuantes place désormais la France parmi les nations européennes dont le solde budgétaire est le plus dégradé, exposant le pays à une surveillance accrue des instances communautaires et des agences de notation.

L'entrée dans l'exercice budgétaire 2026 marque un tournant institutionnel et financier critique en raison de la censure du précédent gouvernement et du rejet initial du projet de loi de finances. Cette instabilité a contraint l'exécutif à recourir à une loi spéciale, dite de continuité des services publics, afin de permettre la perception des impôts et l'ouverture des crédits minimaux nécessaires au fonctionnement de l'État au premier janvier. Ce dispositif exceptionnel, bien que garantissant la marche de l'administration, cristallise l'urgence d'un redressement alors que l'obligation assimilable du Trésor à dix ans se maintient à des niveaux élevés. La charge de la dette s'impose désormais comme le premier poste de dépense de l'État, devant l'éducation nationale ou la défense.

Cette configuration fait peser sur la gestion publique le risque imminent d'un effet boule de neige, mécanisme par lequel la croissance économique ne suffit plus à couvrir les intérêts de la dette, entraînant une auto-alimentation de l'endettement par lui-même. Le vote définitif du budget 2026, au-delà de la loi spéciale, doit répondre aux exigences de la nouvelle gouvernance européenne qui impose un retour progressif sous la barre des trois pour cent de déficit.

Pour conjurer cette dynamique et stabiliser le ratio de dette publique à l'horizon 2030, l'ajustement structurel nécessaire est aujourd'hui estimé à un montant annuel d'environ vingt milliards d'euros, réparti entre économies sur le fonctionnement et mesures fiscales ciblées.

Le rétablissement de la crédibilité de la signature française sur les marchés internationaux impose désormais un effort de redressement sans précédent dans un cadre parlementaire morcelé. Cet impératif de sincérité budgétaire nécessite une refonte profonde de l'efficacité de la dépense publique, visant à obtenir des résultats identiques, voire supérieurs, avec des moyens plus contraints. Cette stratégie de sobriété doit impérativement s'accompagner d'une politique de croissance proactive, centrée sur l'augmentation du taux d'emploi global et sur la sanctuarisation des investissements stratégiques liés à la transition écologique. En l'absence d'un tel pilotage, la persistance des déficits pourrait conduire à une saturation de la capacité d'emprunt, menaçant à terme la pérennité du modèle social et la souveraineté des choix politiques de la nation.

PARTIE II – LOI DE FINANCES POUR 2026

Le Projet de Loi de Finances (PLF) pour 2026 s'inscrit dans un effort stratégique et soutenu de redressement des comptes publics. De ce fait, le Gouvernement vise un retour du déficit public à 4,7 % du Produit Intérieur Brut (PIB) en 2026 (après 5,4 % en 2025), confirmant l'engagement de revenir sous le seuil des 3 % d'ici 2029.

Le recours à une loi spéciale, imposé par l'absence d'un budget de plein exercice au 31 décembre, garantit la continuité de l'État mais place les collectivités territoriales dans une phase de transition administrative inédite. Ce mécanisme de "douzièmes provisoires" permet d'assurer les paiements essentiels, mais il restreint la visibilité budgétaire à court terme.

La loi spéciale autorise la poursuite de la perception des impôts et assure le versement des dotations aux collectivités, notamment la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF). Toutefois, ces versements s'effectuent sur la base des montants de l'année précédente. Cela signifie que les éventuelles revalorisations ou les ajustements liés à l'évolution de la population ou aux critères de péréquation ne seront effectifs qu'après le vote définitif de la Loi de Finances pour 2026. Pour notre collectivité, cela implique une gestion prudente de la trésorerie au premier trimestre, en se basant sur les recettes garanties de 2025.

Le projet de loi de finances pour 2026, présenté à l'automne 2025, a connu plusieurs mois de blocages parlementaires avant d'arriver en nouvelle lecture à l'Assemblée nationale. Face à l'impasse sur l'examen du texte, le Gouvernement a engagé sa responsabilité sur le budget en vertu de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution le 19 janvier 2026. Des motions de censure ont été déposées à l'issue de cet engagement constitutionnel, notamment le 20 et le 23 janvier 2026. L'Assemblée nationale a rejeté ces motions de censure, ce qui a permis au budget de continuer son chemin législatif sans vote ordinaire.

Enfin, après le rejet de deux dernières motions de censure, le budget est définitivement adopté le 2 février 2026.

Cette adoption dans un climat tendu illustre l'usage du 49.3 pour surmonter l'absence de majorité parlementaire stable.

Pour les directions financières, l'incertitude sur le texte budgétaire définitif complique la rédaction du Rapport d'Orientation Budgétaire (ROB) et le vote du budget primitif. La loi spéciale ne donne qu'une vision partielle des prélèvements sur recettes et des transferts de charges. Il est donc recommandé d'intégrer dans vos délibérations des clauses de prudence ou de prévoir des budgets supplémentaires plus conséquents en cours d'année, une fois que les arbitrages parlementaires sur les concours financiers de l'État auront été stabilisés.

Sur le plan opérationnel, la loi spéciale lève toute inquiétude quant au paiement des salaires des agents et au règlement des fournisseurs. Les crédits de fonctionnement courant sont ouverts par tranches mensuelles, ce qui permet d'honorer les factures de fluides, d'entretien et les contrats de maintenance. La continuité du service public de proximité reste donc parfaitement assurée malgré l'impasse politique au niveau national.

PARTIE III – SYNTHESE FINANCIERE ET FISCALE DU BUDGET PRINCIPAL

1 – Résultat prévisionnel 2025

	Budget principal / Résultat prévisionnel 2025
Total des dépenses de fonctionnement	13799636,55
Total des recettes de fonctionnement	14684206,11
Reports (C.002)	4733738,22
Total des dépenses d'investissement	5987159,24
Total des recettes d'investissement	4186526,61
Reports (C.001)	465903,72
Résultat de l'exercice	4283578,87
Encours de la dette	10322555,75

L'analyse du budget prévisionnel 2025 révèle une situation financière saine, marquée par un résultat d'exercice excédentaire s'élevant à 4 283 578,87 €. Cette performance repose sur une section de fonctionnement dynamique où les recettes, d'un montant de 14 684 206,11 €, couvrent largement les dépenses de 13 799 636,55 €.

La solidité globale est renforcée par d'importants reports de fonctionnement issus des années précédentes, totalisant 4 733 738,22 €, qui sécurisent le financement des services courants.

Cette aisance financière permet de soutenir une politique d'investissement volontariste sans fragiliser l'équilibre général de la collectivité. Enfin, bien que l'encours de la dette atteigne 10 322 555,75 €, il reste parfaitement maîtrisé puisque le seul excédent de l'exercice permettrait d'en rembourser plus de 40 %. En conclusion, la collectivité dispose d'une marge de manœuvre confortable et d'une autonomie financière robuste pour mener à bien ses projets.

2 – Evolution 2023 / 2025 des Dépenses de Fonctionnement

Eu égard à l'importance de la maîtrise des Dépenses Réelles de Fonctionnement (DRF) pour la performance financière, le tableau ci-dessous retrace leur évolution. Les données relatives au « Réalisé » pour 2023 (12 822 k€) et 2024 (14 017 k€) sont issues des agrégats communiqués par l'appliquatif HELIOS (DGFIP). L'exercice 2025 (13 547 k€) est basé sur des chiffres provisoires (HELIOS – Données DGFIP au 24/12/2025).

Charges de fonctionnement	2023	2024	2025
Montants en k€	12 322 (chiffre HELIOS)	14 017 (chiffre HELIOS)	13 774 (chiffres HELIOS)

Il est fait le constat d'une dynamique des Charges de Fonctionnement qui, malgré un recul en 2025, demeure structurellement haussière entre 2023 et la projection 2026.

La croissance observée entre 2023 et 2024 a atteint +9,32 %, confirmant une forte pression à la hausse sur les dépenses courantes.

Cela étant, face à ce constat, la collectivité exerce une vigilance accrue sur l'évolution des charges générales pour contenir cette progression.

A cet effet, plusieurs mesures ont été mises en place notamment sur les méthodes de travail ainsi que sur les différents processus d'achat et comptables. Ainsi, une stratégie d'optimisation et de rationalisation des dépenses courantes a été décidée pour maintenir l'équilibre financier à moyen terme.

3 – Evolution 2023 / 2025 des Recettes de Fonctionnement

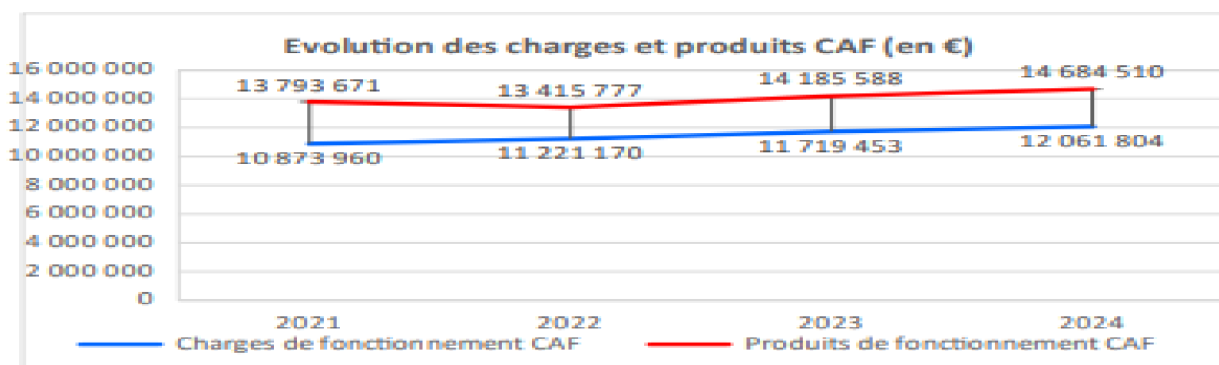
En considération de la nécessité d'évaluer la dynamique des ressources courantes, ce tableau retrace l'évolution des Produits de Fonctionnement (CAF) de la commune, intégrant les données historiques (2023-2024) et les estimations pour les exercices 2025 et 2026.

Exercice	Nature des Données	Produits de Fonctionnement (en €)	Évolution Annuelle
2023	Réalisé	14 560 558	
2024	Réalisé	16 157 662	+ 10.82 %
2025	Estimé	13 546 744	-16.16 % (estimé)

Il est fait le constat d'une dynamique globalement positive mais ralentie des Produits de Fonctionnement sur la période 2023-2026 avec + 11.73 %, soit une moyenne de 2.94 % / an.

L'exercice 2024 a enregistré une progression significative de + 10.96 % de ses recettes par rapport à 2023 (passant de 14,56 M€ à 16.16 M€). Cette performance atteste d'une bonne capacité de mobilisation des ressources, potentiellement liée à une augmentation de l'assiette fiscale ou à une réévaluation des dotations de l'État.

Résumé graphique des seuls charges et produits « CAF » de 2021 à 2024 :



On observe une progression constante des deux indicateurs sur la période, avec une accélération marquée à partir de 2022. En effet, les produits de fonctionnement (ligne rouge) passent de 13,8 M€ en 2021 à 14,7 M€ en 2024, soit une augmentation globale d'environ 6,5 %. Quant aux charges de fonctionnement (ligne bleue), elles connaissent une croissance plus rapide, passant de 10,9 M€ à 12,1 M€, soit une hausse d'environ 11 %.

Ainsi, le graphique souligne une gestion maîtrisée de nos équilibres financiers : si une légère convergence des courbes est observée, elle témoigne de notre capacité à absorber les contraintes actuelles tout en préservant un niveau d'autofinancement brut solide et opérationnel.

Toutefois, bien que la situation financière reste saine (les produits couvrent largement les charges avec un excédent supérieur à 2,6 M€), la collectivité doit rester vigilante tout en poursuivant sa volonté d'améliorer la qualité du service public. Cet objectif repose sur une double dynamique : l'intégration de nouvelles expertises métiers pour répondre aux enjeux techniques croissants, et le renforcement des compétences professionnelles des agents, le tout soutenu par une réorganisation structurelle de nos services.

4 – Evolution de la fiscalité

Montant en k€	2023	2024	2025 (Prévisionnel / Estimations)
Bases Nettes Taxe Habitation (TH)	1702	1850	1439
Evolution	29,00 %	8,70 %	-22,00 %
Taux TH	13,89 %	13,89 %	13,89 %
Bases Foncier Bâti (FB)	12866	13370	13662
Evolution	6,80 %	3,90 %	2,18 %
Taux FB	61,19 %	61,19 %	61,19 %
Bases Foncier Non Bâti (FNB)	205	208	208
Evolution	10,80 %	1,30 %	0,00 %
Taux FNB	93,97 %	93,97 %	93,97 %
Produit fiscal direct « Ménages »	8307	8639	8756
Coefficient correcteur	0,7878	0,7878	0,7878
Total Fiscalité « Ménages »	6544	6805	6898
Produit de la taxe sur les pylônes	73	80	80
Compensation locaux industriels	267	312	312
Autres allocations compensatrices	57	58	59
Total du Produit fiscal direct	6941	7255	7349

L'analyse actualisée confirme les tendances contrastées des recettes, avec une attention particulière portée à la forte volatilité de la Taxe d'Habitation.

La ligne relative aux Bases Nettes de Taxe d'Habitation (TH) présente l'évolution la plus atypique et la plus significative du tableau.

Après une croissance initiale marquée (+29,00 % en 2023 et +8,70 % en 2024), la base TH chute de -22,00 % en 2025 (passant de 1850 k€ à 1439 k€).

Étant donné que la loi de finances a instauré la suppression progressive de la Taxe d'Habitation sur les résidences principales (THRP), atteignant la totalité des foyers en 2023, la base restante pour 2025 est désormais uniquement constituée par les résidences secondaires et les locaux meublés non affectés à l'habitation principale.

Donc, la baisse de 22,00 % observée en 2025 confirme l'incidence de cette réforme majeure. La base de la TH pour 2025 est devenue une base résiduelle, ce qui explique sa sensibilité accrue et sa diminution significative après la phase de compensation et de transition.

Inversement, la Base Foncier Bâti (FB) maintient une trajectoire positive et stabilisatrice.

L'évolution reste positive, quoique décélérante (+6,80 % en 2023, +3,90 % en 2024, +2,18 % en 2025).

De surcroît, le maintien des taux de Taxe Foncière Bâtie et Non Bâtie (respectivement 61,19 % et 93,97 %) constitue un choix politique volontariste et assumé tout au long du mandat. Cette stabilité fiscale signifie que l'augmentation du produit de ces taxes est intégralement attribuable à l'évolution des bases locatives — qu'elle résulte de l'actualisation nationale ou

des nouvelles constructions locales — sans aucune pression fiscale supplémentaire décidée par la municipalité.

Il s'ensuit que le Foncier Bâti s'établit comme la principale source de croissance des recettes fiscales propres de la collectivité, ce qui est conforme à la nouvelle architecture de la fiscalité locale post-réforme.

L'incidence de la baisse de la TH est atténuée par la croissance du Foncier Bâti et les allocations compensatrices.

En conséquence, cette résilience globale est la preuve d'une transition fiscale gérée, où la perte de la TH sur les bases est largement compensée par les gains sur le Foncier Bâti et les mécanismes étatiques de compensation (y compris le produit de la TVA transféré pour remplacer la THRP, bien que non détaillé ici, et la Compensation locaux industriels stable à 312 k€).

5 – Evolution 2023 / 2025 de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)

En vertu des données financières *infra*, il convient de procéder à une analyse exhaustive et prospective de l'évolution triennale des dotations, couvrant la période de l'exercice 2023 à 2025. Cette démarche d'interprétation s'articule autour de l'évolution de la dotation forfaitaire et des deux principales composantes de péréquation à savoir la Dotation Nationale de Péréquation (DNP) et la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU).

Exercice	Nature des Données	Montant
2023	Dotation forfaitaire	873937
	Dotation Nationale de Péréquation	379430
	Dotation de Solidarité Urbaine	1811785
2024	Dotation forfaitaire	858358
	Dotation Nationale de Péréquation	369855
	Dotation de Solidarité Urbaine	1904157
2025	Dotation forfaitaire	852189
	Dotation Nationale de Péréquation	370524
	Dotation de Solidarité Urbaine	1987866

Il est manifeste que la Dotation Forfaitaire et la Dotation Nationale de Péréquation (DNP) suivent une trajectoire de légère décroissance nominale sur la période étudiée.

Concernant la Dotation Forfaitaire, son montant passe de 873 937 € en 2023 à 858 358 € en 2024, soit une réduction d'environ 1,78 % et, il est observé une nouvelle décrue pour atteindre 852 189 € en 2025, matérialisant une diminution cumulée d'environ 2,49 % sur l'ensemble de la période triennale.

Cette érosion illustre, par conséquent, la poursuite de l'effort de stabilisation ou de restriction des concours financiers de l'État sur la partie non-péréquatrice et historiquement figée de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF).

S'agissant de la Dotation Nationale de Péréquation (DNP), élément destiné à corriger les insuffisances de potentiel fiscal des collectivités, elle diminue également passant de 379 430 € en 2023 à 369 855 € en 2024, puis augmente très légèrement à 370 524 € en 2025.

Nonobstant cette légère reprise en 2025, le montant final demeure inférieur au niveau initial de 2023, signalant une orientation globale qui, malgré sa vocation péréquatrice, subit une contrainte structurelle.

6 – Evolution des Soldes Intermédiaire de Gestion (SIG) 2021 / 2025

Rappels sur la période 2021 / 2024

LEZIGNAN-CORBIERES						
SIREN	Collectivité	Agrégats (en €) / ratios financiers (en%)	2021	2022	2023	2024
211102033	LEZIGNAN-CORBIERES	Charges de fonctionnement CAF (1)	10 873 960	11 221 170	11 719 453	12 061 804
		Charges de personnels	6 019 436	6 163 219	6 066 447	6 372 758
		Rigidité des charges	50 %	53 %	50 %	51 %
		Produits de fonctionnement CAF (2)	13 793 671	13 415 777	14 185 588	14 684 510
		CAF Brute (3)=(2)-(1)	2 919 711	2 194 607	2 466 135	2 622 706
		CAF Nette	1 779 419	1 162 754	1 396 356	1 540 089
		Taux de CAF (4)=(3)/(2)	21 %	16 %	17 %	18 %
		Encours de dette (5)	9 670 969	9 639 115	9 416 649	9 333 762
		Capacité de désendettement (en années) (6)=(5)/(3)	3	4	4	4
		Dépenses d'équipement	3 167 638	1 246 111	2 028 519	2 533 855
		Fonds de roulement (en jours de charge)	58	124	127	177
		Trésorerie (en jours de charge)	53	142	163	223

Il est rappelé que les indicateurs examinés couvrent les domaines du fonctionnement, de la structure financière, de l'investissement et de la trésorerie.

Eu égard à l'examen de ces agrégats, les constats suivants se dégagent, mettant en exergue les points de performance et d'amélioration :

- Pilotage des Indicateurs : Il est souligné et apprécié le suivi régulier et rigoureux par l'ordonnateur des évolutions des différents indicateurs comptables, contribuant ainsi à un pilotage financier proactif.
- Performance de l'Autofinancement (CAF) : Une amélioration significative de la CAF Brute est observée pour l'exercice 2024 par rapport à l'exercice 2023.
- De même, la CAF Nette affiche une progression notable entre 2023 et 2024, attestant d'une capacité d'investissement après remboursement du capital de la dette renforcée.
- Progression du Taux de CAF : Le Taux de CAF progresse pour atteindre 18 % en 2024, contre 17 % en 2023. Ce ratio essentiel indique la proportion des recettes de fonctionnement disponible pour le financement de l'investissement ou le service de la dette.

A titre indicatif et comparatif, ce niveau excède largement la fourchette considérée comme satisfaisante (généralement admise entre 8 % et 15 %), positionnant favorablement la collectivité.

- Maîtrise de l'Endettement (Capacité de Désendettement) : Une nouvelle amélioration de la Capacité de Désendettement est enregistrée, passant de 3,8 ans en 2023 à 3,6 ans en 2024.

Pour mémoire, ce ratio de solvabilité ("durée apparente de la dette") mesure le nombre d'années théoriques de CAF Brute nécessaires au remboursement du stock de dette. Considérant que la zone de maîtrise est située entre 3 et 6 ans et la zone de très forte maîtrise entre 0 et 3 ans, ce niveau de 3,6 ans confirme une gestion très maîtrisée et très sécurisée de l'endettement.

- Renforcement de la Trésorerie et du Fonds de Roulement : La trésorerie, exprimée en nombre de jours de charge, s'est significativement améliorée en 2024, atteignant 223 jours contre 163 jours en 2023. Bien que le seuil plancher communément retenu soit de 30 jours, ce niveau assure une très forte sécurité de gestion des flux à court terme. Concernant le Fonds de Roulement, également en jours de charge, il progresse de 127 jours en 2023 à 177 jours en 2024, demeurant ainsi largement au-dessus de la norme usuelle de 90 jours.

En synthèse, ces indicateurs convergent pour attester d'une situation financière saine et d'une capacité d'autofinancement robuste pour l'exercice 2024.

CAF 2025

Calcul CAF Brute et Nette	
Recettes Réelles	14679986,58
Compte 70	392053,98
Compte 73	9784445,84
Compte 74	4105432,13
Compte 75	266630,37
Compte 76	299
Compte 013	131125,26
Dépenses Réelles	13316684,46
Compte 011	4272186,89
Compte 012	6944795,95
Compte 65	1759110,59
Compte 66	291289,03
Compte 014	49302
CAF BRUTE	1363302,12
Dette (Capital)	1010543,34
Chapitre 16 (Dépenses)	1010543,34
CAF NETTE	352758,78

L'analyse des indicateurs financiers présentés dans le tableau de calcul de la Capacité d'Autofinancement met en lumière une gestion budgétaire équilibrée et une situation financière saine pour la collectivité.

Avec un volume total de recettes réelles s'élevant à 14 679 986,58 euros face à des dépenses réelles contenues à 13 316 684,46 euros, la structure dégage une Capacité d'Autofinancement brute de 1 363 302,12 euros. Ce résultat démontre la faculté de l'administration à générer un excédent de fonctionnement après avoir couvert l'ensemble de ses charges courantes.

Ce résultat montre que la collectivité est en mesure d'absorber intégralement le remboursement du capital de la dette, inscrit au chapitre 16 pour un montant de 1 010 543,34 euros.

Ainsi, la collectivité préserve une Capacité d'Autofinancement nette positive de 352 758,78 euros. Ce solde créditeur témoigne d'une réelle autonomie financière et confirme que la collectivité dispose de ressources propres pour alimenter sa section d'investissement sans dépendre exclusivement du recours à de nouveaux emprunts.

7 – Evolution 2023 / 2025 de la section d'Investissement

L'analyse globale des flux de la Section d'Investissement sur la période triennale 2023-2025 (Estimé) met en évidence une gestion dynamique et une évolution favorable des capacités de la collectivité.

Exercice	Dépenses	Recettes
2023	3 198 016,07 €	2 817 993,37 €
2024	3 941 658,96 €	5 642 809,15 €
2025 (réalisé au 05/01/2026)	5 987 159,24 €	4 186 526, 61 €

Le triennat se caractérise par une accélération constante de l'ambition municipale, les dépenses passant de 3,18 M€ en 2023 pour atteindre un niveau record de 4,95 M€ en 2025. Cette progression constante confirme un engagement sans faille en faveur du développement territorial et de la concrétisation des projets structurants les plus attendus.

Si l'année 2023 a marqué le lancement des chantiers avec une volonté forte d'anticipation, et 2024 l'année de l'efficacité financière avec une envolée des recettes (+100,25 %), l'exercice 2025 s'impose comme l'année de la consécration opérationnelle.

Avec 4,95 M€ de dépenses projetées, 2025 représente le point culminant du triennat, marquant la phase de réalisation majeure des grands équipements de la ville.

Cette montée en charge repose sur un mécanisme d'autofinancement solide, fruit d'une gestion rigoureuse les années précédentes.

L'utilisation des fonds publics est ici poussée à son maximum pour transformer les ressources accumulées en réalisations concrètes et visibles pour les citoyens.

En conclusion, la collectivité affiche une trajectoire robuste : après avoir sécurisé les financements en 2024, elle déploie en 2025 toute sa puissance d'investissement. Cette approche confirme une gestion budgétaire à la fois prévoyante et audacieuse, garantissant la réussite de nos engagements de mandat.

Le budget d'investissement étant voté par opérations d'équipement, les opérations concernées sont les suivantes :

Budget par opérations		Dépenses d'investissement (Chiffres HELIOS au 08/01/2026)		
		Crédits votés	Crédits consommés	Crédits disponibles
10	Dotation fonds divers et réserves	380.000,00€	297.051,95€	82.948,05€
16	Emprunts	1.011.207,00€	1.010.546,34 €	660.66 €
21	Programme Voirie	2.015.000,00€	968.695,10 €	1.046.304,90 €
211	Opérations non affectées	756.107,60€	301.722,19 €	457.385,41 €
212	Acquisitions terrains et immeubles	181.003,20€	21.179,50 €	159.823,70 €
234	Travaux Écoles	276.254,00€	164.717,15 €	111.536,85 €
239	Travaux Reboisement Environnement	36.000,00€	7.362,22€	28.637,78€
246	Signalétique	147.898,37€	78.706,43 €	69.191,94 €
251	Équipements sportifs	451.672,00€	29.985,83 €	385.686,17 €
252	Cœur de ville	450.902,40€	178.780,42 €	272.121,98 €
254	Travaux bâtiments communaux	1.370.003,08€	833.219, 98 €	536.783,10 €
255	Voies et réseaux divers	2.942.448,00€	1.936.713,10 €	1.005.734,90 €
257	OPAH	228.591,16€	14.892,00 €	213.699,16 €
261	Vidéosurveillance	60.960,00€	2.094,00€	58.866,00€
27	Dépôts et cautionnement	30.000,00€	20.697,22 €	9.302,78 €

8 – Mode de financement des investissements

Le financement des investissements à Lézignan-Corbières s'appuie sur un triptyque maîtrisé — Subventions, Autofinancement et Emprunts — dont l'année 2025 constitue la pleine exploitation.

Si l'année 2024 a été celle de la performance financière exceptionnelle, avec un doublement des recettes d'investissement pour atteindre 5,64 M€, l'exercice 2025 transforme cet essai en une réussite opérationnelle sans précédent.

Grâce à une puissance d'autofinancement consolidée, l'épargne brute est aujourd'hui le moteur souverain qui permet à 2025 de porter des projets d'envergure sans fragiliser nos équilibres.

La stratégie 2025 ne se contente plus de mobiliser des fonds, elle assure la sécurisation totale et l'achèvement des projets structurants pour que les engagements pris devant les Lézignanais deviennent réalité. En utilisant les succès de 2024 comme socle, la collectivité dispose désormais d'une assise financière robuste pour finaliser ses investissements tout en préservant sa capacité d'action future.

L'exercice 2026 s'annonce, quant à lui, comme l'année de la maturité et de l'excellence territoriale, marquant le passage de la phase de bâtisseur à celle de gestionnaire exemplaire.

Dans un environnement national marqué par une instabilité budgétaire chronique et les contraintes fortes imposées par le gouvernement, 2026 sera pour notre commune l'année du bouclier financier.

Il s'agira d'un exercice de haute précision, dédié à la mise en service optimale des nouveaux équipements et à la maîtrise rigoureuse des coûts de fonctionnement, afin que chaque réalisation produise son plein effet sur la qualité de vie des citoyens.

Cette étape cruciale permettra de transformer l'effort d'investissement passé en une valeur ajoutée durable, tout en reconstituant nos marges de manœuvre pour garantir la pérennité du service public.

En 2026, la Ville de Lézignan-Corbières ne subira pas la conjoncture, elle la dominera par la solidité de son héritage financier et la clarté de sa vision.

En conclusion, la période 2023-2024 a servi de rampe de lancement pour un déploiement massif en 2025. Cette trajectoire ascendante confirme une gestion dynamique, efficace et résolument tournée vers la concrétisation des grands dossiers du territoire, préparant sereinement l'avenir de la commune au-delà même de l'année 2026.

PARTIE IV – PROGRAMMATION DES INVESTISSEMENTS

1 – Prévision des investissements

Programme Investissements 2026	
Projets ...	Montant
Structurants (790 000 €)	
Aérodrome (AFGAZ, Clôture...)	400 000€
Héliport	100 000€
Révision PLU	20 000 €
OPA RU	120 000 €
Remplacement chaudière MJC	100 000 €
Etude préalable réceptif	50 000 €
Voirie (991 000 €)	
Programme voirie 2026	350 000€
Voirie 2026 : Rue Gérard Philippe	441 000€
Signalétique	100 000€
Parasols Cours République	100 000€
Ressources / Sécurité (1 109 000 €)	
Matériel dont laveuse sol Palais des fêtes + véhicules Serv. Technique	200 000 €
Ascenseur + aménagements CPAM	230 000€
Bâtiments publics	400 000€
Informatisation 2026	80 000€
Matériel Communication	10 000€
Alarmes Écoles	30 000€
Rénovation Patrimoine cultuel	40 000 €
Matériel PM (Caméras, drone, etc.)	79 000€
Rénovation Résidence des Pins	40 000€
Enfance et Loisirs (310 000 €)	
Rénovation Piscine (Machinerie/Toit)	45 000€
Création Restaurant scolaire MISTRAL (Etudes)	140 000 €
Rénovation Restaurant scolaire « Rue Marceau » (Etudes)	30 000 €
Programme Amélioration	13 000€
Climatisation Salle Peloutier	5 000€
Climatisation- Salle fraîche / école	40 000€
Numérisation Archives / Costesèque	5 000€
État Civil (Armoires ignifugées)	12 000€
TOTAL GÉNÉRAL	3 180 000 €

Notons que l'enveloppe globale de 3 180 000,00 €, soit 299.38 € / habitant (Source INSEE 2022 : 10 622 habitants) témoigne d'une volonté forte de maintenir un niveau d'investissement soutenu.

Ce programme est structuré autour de quatre axes, révélant une priorité stratégique marquée sur la sécurité, les infrastructures complexes et le cadre de vie.

L'objectif est triple :

- Maintenir la dynamique de l'ensemble des projets structurants,
- Sanctuariser les dépenses liées à la sécurité (personnes, bâtiments et données),
- Assurer le confort et la qualité du service public (écoles, accueil du public).

A. Priorité au Développement et à l'Attractivité

Près de 25 % du budget (790 000 €) sont alloués à des projets structurants. L'effort porte majoritairement sur les équipements de transport et de mobilité (Aérodrome et Héliport pour 500 000 €) ainsi que sur la planification urbaine (Révision du PLU, OPAH-RU). À noter également un engagement pour la transition énergétique avec le remplacement de la chaudière de la MJC.

Le poste « Voirie » représente une part prépondérante du programme avec 991 000 €. Outre l'entretien courant des chaussées, l'accent est mis sur l'aménagement qualitatif de la Rue Gérard Philippe et l'amélioration du confort urbain, notamment par le renouvellement de la signalétique et l'installation d'ombrières (parasols) sur le Cours de la République.

B. Sécurité Publique et Conservation des données

Dans un contexte de vigilance accrue (Posture Vigipirate), les budgets de la Police Municipale (vidéoprotection, équipements), des Alarmes Écoles, de l'informatisation et de l'État Civil (archivage ignifugé) sont programmés. Ces investissements touchent à la sécurité directe des administrés, de leurs données et à la conformité légale.

C. Amélioration du Cadre de Vie et Enfance

Avec 310 000 € dédiés au cadre de vie, les investissements ciblent prioritairement la restauration scolaire (études pour la création et la rénovation de restaurants), l'adaptation des bâtiments au changement climatique (climatisation des écoles et salles communes) et la préservation du patrimoine (Piscine, Résidence des Pins, Archives).

L'axe dédié à l'Enfance et à la Scolarité constitue un pilier central de cet arbitrage budgétaire, avec une volonté marquée d'améliorer le confort quotidien des élèves face aux enjeux climatiques.

En dépit d'un contexte budgétaire exigeant, nous avons pris la décision de porter à 170 000 € l'enveloppe dédiée à la restauration scolaire, afin de franchir une étape clé : la création d'une unité de restauration supplémentaire. Cet investissement majeur, qui combine un rafraîchissement structurel des locaux et un renouvellement complet des équipements de cuisine, nous permet d'accroître significativement notre capacité d'accueil et d'optimiser le confort des élèves, garantissant ainsi un service public de proximité renforcé et adapté aux besoins croissants des familles.

Parallèlement, la climatisation des écoles et la création d'une « salle fraîche » sont envisagées pour garantir des conditions d'apprentissage optimales lors des épisodes de forte chaleur. Ces aménagements, complétés par la mise aux normes des alarmes de sécurité, témoignent de notre engagement prioritaire pour le bien-être et la protection des jeunes générations au sein de nos infrastructures communales.

En conclusion, ce programme 2026 équilibre les dépenses de gros entretien du patrimoine existant (voirie, bâtiments) et les investissements d'avenir (écoles, études de projets réceptifs), garantissant ainsi la pérennité des services rendus aux usagers.

2 – Financement des investissements

Conformément aux objectifs ambitieux fixés pour le Programme d'Investissement 2026, la stratégie financière vise à diversifier les sources de financement tout en préservant la soutenabilité des finances publiques.

À cet effet, un recours ciblé à l'endettement est envisagé. Il est ainsi confirmé qu'un prêt bancaire de 1 000 000 € a été contracté en 2025 pour un versement sur 2026. Ce capital constitue une ressource certaine qui sera intégralement mobilisée et versée au cours de l'exercice 2026, contribuant au financement direct d'une part significative des dépenses d'équipement programmées.

Afin d'optimiser le plan de financement de ces projets, un recours à l'emprunt complémentaire d'un montant prévisionnel de 480 000 € pourra être envisagé pour parfaire l'équilibre de l'opération, en ajustement des subventions qui seront définitivement notifiées.

C'est la raison pour laquelle des dossiers de demande de subventions ont été déposés auprès des services de l'État, du Conseil Départemental, ainsi que de la Communauté de communes CCRLCM ciblant les opérations éligibles à un cofinancement.

Néanmoins, à la date d'élaboration du présent Rapport d'Orientation Budgétaire, aucun acte formel d'engagement ou de notification d'attribution de ces subventions n'a été transmis à nos services. Il est donc précisé qu'une prudence budgétaire est maintenue dans l'attente de ces confirmations.

Cela étant établi, le financement de l'intégralité des projets sera assuré par les fonds propres de la collectivité en cas de non-obtention ou de retard dans le versement desdites aides.

Attendu que la capacité d'autofinancement constitue la pierre angulaire de la politique d'investissement, la commune garantira une part essentielle du financement par ses propres ressources.

Toutefois, cette performance sera atteinte par la poursuite de la mise en œuvre d'une gestion toujours rigoureuse et efficiente des dépenses courantes notamment :

- La poursuite d'une politique active d'économies sur le fonctionnement des services,
- La rationalisation et la simplification des procédures administratives internes,
- Le développement de l'achat public via une politique de marchés publics visant la meilleure optimisation économique.

Par conséquent, ces mesures devraient permettre de dégager une Épargne Brute suffisante pour soutenir l'effort d'investissement tout en maintenant la capacité de désendettement à un niveau maîtrisé.

Néanmoins, dans le souci de ne pas compromettre les équilibres financiers fondamentaux de la commune, il sera fait usage de la programmation pluriannuelle.

Ainsi, si la complexité technique, les délais de réalisation ou la charge financière devaient l'exiger, certains investissements seront échelonnés sur plusieurs exercices budgétaires successifs. Cette approche garantit que le rythme des dépenses d'équipement et le niveau d'endettement annuel restent soutenables, confirmant la volonté de la collectivité de mener à bien ses projets sans créer de déséquilibre structurel pour les années à venir.

PARTIE V – PROGRAMMATION DE LA SECTION FONCTIONNEMENT

1 – Dépenses Fonctionnement

S'agissant de 2026, les dépenses de « Fonctionnement », par rapport aux années précédentes, devraient connaître une dynamique haussière, principalement tirée par les charges générales.

Cette augmentation, bien que nécessitant une vigilance budgétaire constante, s'explique par des choix stratégiques et des contraintes réglementaires visant à garantir la continuité des services, améliorer la qualité de vie au travail, et renforcer les compétences internes.

En effet, le recrutement de personnel temporaire (contractuels) a été nécessaire pour pallier le départ des agents en disponibilité ou en arrêt maladie.

Ces remplacements sont indispensables pour assurer la continuité et le maintien de la qualité des services publics.

Par ailleurs, il est envisagé une montée en gamme de notre assurance du personnel.

L'objectif poursuivi est de couvrir non seulement les accidents de travail, mais aussi les arrêts maladie de courte durée. Cette couverture permettra à la collectivité de mieux absorber et couvrir les frais inhérents à ces arrêts (maintien de salaire non couvert par le régime statutaire), protégeant ainsi l'équilibre financier interne du service.

Autre mesure sociale, une partie de l'augmentation est due à l'amélioration de l'offre mutuelle proposée à destination des agents. Cet effort vise à renforcer l'attractivité de la collectivité et à soutenir la protection sociale de nos collaborateurs.

De surcroît, la poursuite de l'augmentation des taux de cotisation à la Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales (CNRACL) est une contrainte réglementaire nationale et structurelle qui pèse directement sur la collectivité.

Enfin, une autre partie significative des dépenses est liée à la formation professionnelle.

Des moyens supplémentaires ont été alloués au perfectionnement de la formation des agents. Cette démarche est essentielle pour améliorer l'efficacité et la montée en compétence de l'ensemble des collaborateurs.

Cet investissement répond à la volonté de la collectivité d'améliorer son fonctionnement interne tout en traduisant une politique active de reconnaissance des compétences de ses collaborateurs, favorisant ainsi la motivation et la performance.

2 – Recettes Fonctionnement

Le Budget 2026 anticipe une croissance modérée et réaliste des recettes réelles de fonctionnement. Cette croissance est polarisée, reposant presque exclusivement sur une hausse massive des Autres Produits (Chapitre 75).

S'agissant du chapitre 73 relatif aux Impôts et taxes, la prévision est très stable, n'anticipant qu'une légère hausse. Cette hausse est généralement justifiée par la seule revalorisation des bases fiscales par l'État (inflation), sans augmentation significative des taux d'imposition locaux.

S'agissant du chapitre 74 relatif aux Dotations et Participations, l'augmentation est quasi nulle (+11 031 €).

En effet, la tendance nationale des Dotations Globales de Fonctionnement (DGF) est stable ou en très légère progression ou en régression dans certains cas.

PARTIE VI – BUDGETS ANNEXES

1 – Budget « Eau Potable » : Exercice 2025

	Eau potable		
	2023	2024	2025 (Estimation au 13/01/2026)
Total des dépenses de fonctionnement	304582	307883	60190
Total des recettes de fonctionnement	500039	771334	593315
Reports	234776	430233	874414
Total des dépenses d'investissement	172450	443941	82030
Total des recettes d'investissement	330719	255067	92961
Reports	144094	302363	113489
Résultat de l'exercice	732596	1007172	1531959
Encours de la dette	3172085	476423	448644

L'analyse des chiffres du service de l'Eau potable pour la période s'étendant de 2023 à 2025 met en exergue une mutation profonde et positive de la structure budgétaire. Cette dynamique est principalement portée par une gestion rigoureuse des dépenses de fonctionnement qui, selon les estimations pour l'exercice 2025, devraient s'établir à 60 190 €. Parallèlement, le maintien de recettes significatives permet de dégager des excédents substantiels, se traduisant par un volume de reports qui s'élève désormais à 874 414 €.

Cette solidité de l'autofinancement est toutefois indissociable d'une opération patrimoniale stratégique concernant le passif du service. En effet, l'encours de la dette a connu une diminution drastique, passant de 3 172 085 € en 2023 à 448 644 € en 2025. Ce désendettement majeur ne résulte pas d'un amortissement courant, mais s'explique par le transfert des emprunts relatifs à la production d'eau potable vers l'entité Réseau11.

En définitive, cette restructuration institutionnelle, conjuguée à la thésaurisation des résultats, porte l'excédent global de l'exercice à un montant record de 1 531 959 €. Dès lors, le service dispose d'une capacité d'action renouvelée et d'une visibilité optimale pour engager ses futurs cycles de modernisation sans compromettre son équilibre financier.

2 – Budget « Assainissement » : Exercice 2025

	Assainissement		
	2023	2024	2025 (Estimation au 13/01/2026)
Total des dépenses de fonctionnement	325882	333012	339787
Total des recettes de fonctionnement	423823	382815	359078
Reports	222641	320582	327908
Total des dépenses d'investissement	276171	365219	270338
Total des recettes d'investissement	283724	328829	288107
Reports	140291	147844	70018
Résultat de l'exercice	468425	481838	434986
Encours de la dette	744140	651695	557893

L'examen des données financières relatives au service de l'Assainissement pour la période 2023-2025 révèle une gestion caractérisée par la stabilité et une volonté constante de désendettement.

D'un point de vue structurel, la section de fonctionnement présente un équilibre maîtrisé, malgré une légère érosion des recettes qui s'établissent à 359 078 € pour l'estimation 2025 contre 423 823 € en 2023. Cette dynamique est toutefois compensée par une gestion prudente des dépenses, permettant au service de maintenir un niveau de reports solide, s'élevant à 327 908 € en fin de période. Par voie de conséquence, l'autofinancement du service demeure préservé, garantissant la continuité des interventions techniques courantes.

En ce qui concerne la politique d'investissement, le service maintient un effort soutenu avec des dépenses prévues à hauteur de 270 338 € pour 2025. Le résultat global de l'exercice reste particulièrement robuste, se stabilisant à 434 986 €, ce qui témoigne d'une résilience financière face aux fluctuations des dotations ou des redevances.

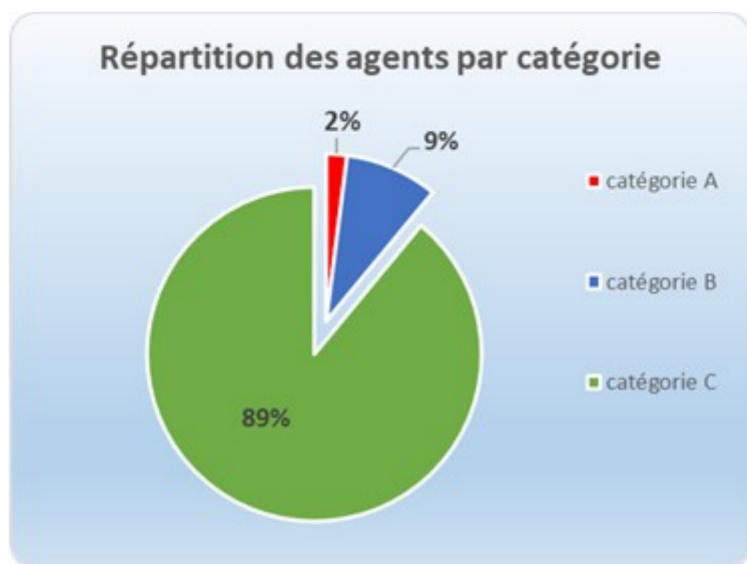
Enfin, l'élément le plus notable réside dans la trajectoire de désendettement structurel engagée par la collectivité. L'encours de la dette, qui s'élevait à 744 140 € en 2023, est ramené à 557 893 € dans les estimations de 2025.

En conclusion, la situation de l'Assainissement s'inscrit dans une perspective de consolidation durable. Si la section de fonctionnement appelle à une vigilance accrue du fait de la baisse des recettes, la diminution constante du passif offre au service une sérénité financière indispensable à la pérennité du service public.

PARTIE VI – POLITIQUE EN MATIERE DE RESSOURCES HUMAINES

1 – Structure des effectifs 2023 / 2024

L'analyse des effectifs s'articule autour de trois axes : la qualification statutaire (Catégories A, B, C), le statut d'emploi (Titulaire/Contractuel) et le temps de travail (Complet/Partiel).

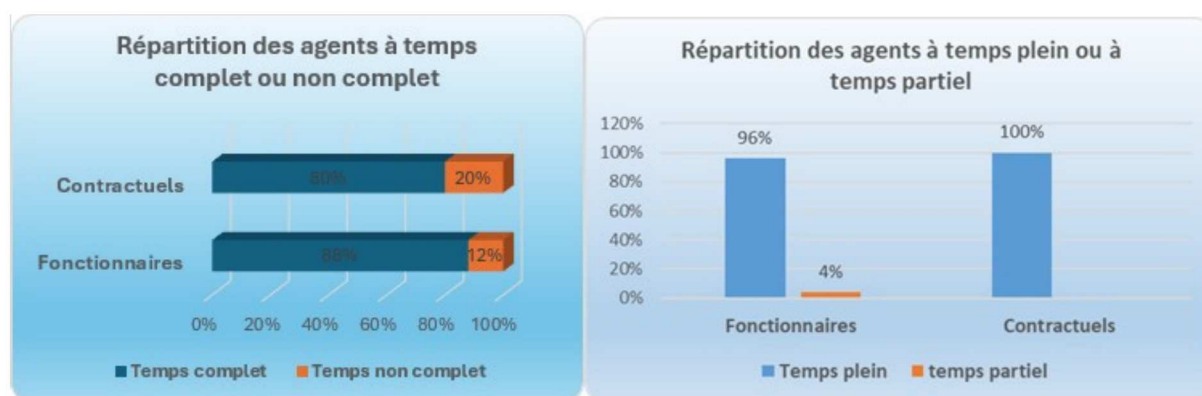


S'agissant de la répartition des agents par catégorie, le pourcentage écrasant de 89 % en Catégorie C est caractéristique d'une commune qui mobilise l'essentiel de ses ressources sur l'exécution des missions de terrain (écoles, propreté, entretien des espaces publics, administration de base).

Cette structure est fortement "opérationnelle". En moyenne, un agent d'encadrement (Catégorie A) est responsable ou côtoie près de 45 agents d'exécution (Catégorie C).

Le faible taux de Catégorie A (2%) peut être un point de vigilance stratégique. Il suggère une capacité interne limitée à gérer des projets complexes ou à haute valeur ajoutée (montage de subventions importantes, ingénierie complexe, stratégies financières et juridiques avancées).

L'analyse croisée des données sur le temps de travail est particulièrement révélatrice des besoins et de la politique RH.



La très forte prédominance du temps complet (96 % chez les fonctionnaires et 100 % chez les contractuels) indique que les missions de la commune sont jugées essentielles et nécessitent une présence constante (temps plein) pour la majorité des postes. Le recours au temps partiel est très faible.

Seuls 4 % des fonctionnaires sont à temps partiel. Cela peut refléter une culture d'emploi très orientée vers le temps plein, ou un manque d'attractivité des postes à temps partiel si l'administration en proposait.

Le fait que l'ensemble des contractuels soient à temps complet est notable.

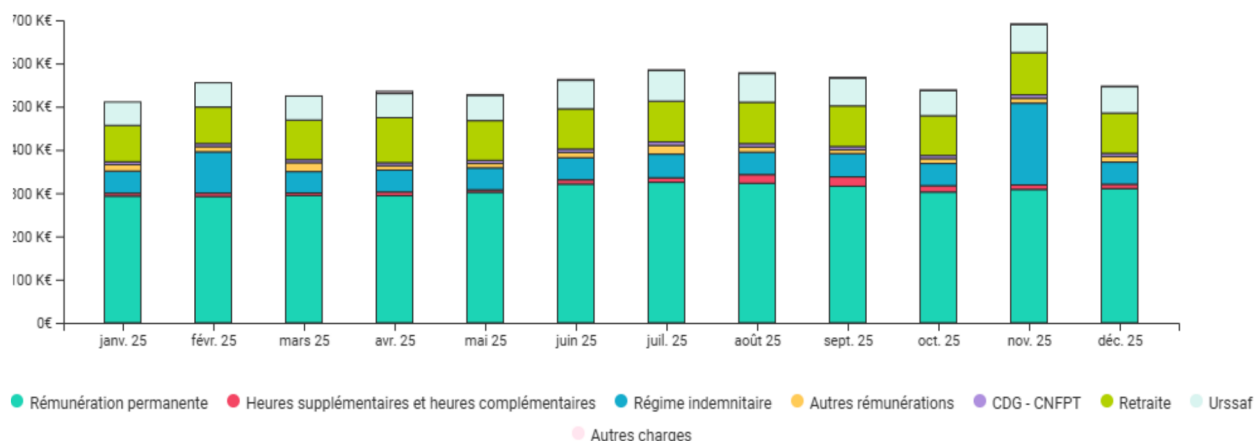
Les contractuels ne sont pas utilisés ici pour combler des besoins en mi-temps ou à temps réduit, mais plutôt pour :

- Remplacer des fonctionnaires sur des postes à temps plein vacants,
- Assurer un pic d'activité exigeant une présence intégrale.

Ainsi, la commune de Lézignan Corbières est une collectivité de gestion quotidienne dont la mission principale est d'assurer les services de base aux citoyens. Sa force réside dans sa stabilité (majorité de fonctionnaires) et sa mobilisation à temps plein, garantissant l'exécution des tâches.

Son principal défi réside dans le développement de sa Catégorie A, qui est essentielle pour la modernisation administrative, la recherche de financements et la préparation des politiques publiques à long terme.

2 – Structure de la rémunération



La répartition par statut révèle une forte stabilité institutionnelle :

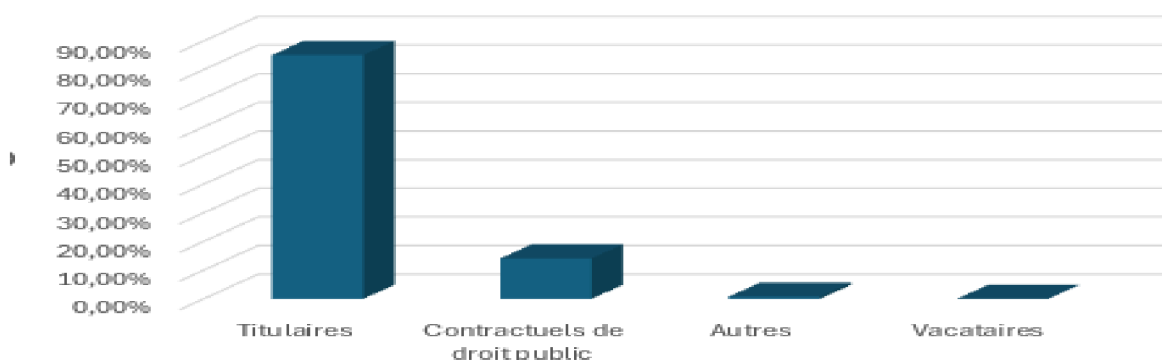
- Titulaires (85,12 %) : Avec un montant de 5 722 690,22 €, ils représentent la très grande majorité de la dépense. Cela indique une gestion basée sur des emplois pérennes et statutaires.
- Contractuels (14,12 %) : Ils représentent 949 538,55 € de la masse globale. Cette part permet d'apporter une certaine souplesse pour répondre à des besoins spécifiques ou temporaires.
- Autres et Vacataires (0,76 %) : Ces catégories sont marginales, avec respectivement 50 168,68 € (0,75 %) et 664,90 € (0,01 %).

Le graphique à barres mensuel montre une stabilité de la rémunération.

Outre le salaire de base, les charges sociales (Urssaf et Retraite) constituent les deux postes de coûts additionnels les plus importants chaque mois. Les heures supplémentaires (en rouge) restent très limitées et maîtrisées sur l'ensemble de l'exercice.

La structure présente un profil de collectivité ou d'établissement public classique, avec une prédominance massive des fonctionnaires titulaires et une gestion très stable des coûts fixes.

Répartition des agents



Montant total de la masse salariale de janv. 2025 à déc. 2025

6 723 062,35 €

- **Titulaires** : 85,12% soit 5 722 690,22 €
- **Contractuels de droit public** : 14,12% soit 949 538,55 €
- **Autres** : 0,75% soit 50 168,68 €
- **Vacataires** : 0,01% soit 664,90 €

Notons que le niveau du Chapitre 012 était, en 2022, de 6 320 k€, en 2023, de 6 230 k€ et, en 2024, de 6 524 k€.

3 – Evolution de l'absentéisme 2020 / 2025

EVOLUTION ABSENTEISME 2020-2025						
Tous statuts confondus						
Type d'absence	2020 (en jours*)	2021 (en jours)	2022 (en jours)	2023 (en jours)	2024 (en jours)	2025 (en jours)
Maladie Ordinaire	1426	2515	3358	3086	2268	1596
ASA Covid	209	204	16,5	0	0	0
Maladie professionnelle	366	184	0	300	77	60
Congé Longue Durée	366	495	730	915	366	235
Congé Longue Maladie	2603	2425	1688	1289	524	318
Accident de travail	89	72	1173	343	713	1202,5
Sous-total 1	5059	5895	6965,5	5933	3948	3411,5
Congé maternité	52	112	14	120	224	0
Congé paternité	33	22	50	14	50	0
Sous-total 2	85	134	64	134	274	0
Total global	5144	6029	7029,5	6067	4222	3411,5
Taux d'évolution	-	17,20%	16,59%	-13,69%	-30,41%	-19,20%

	Nbre agents absents	taux d'absentéisme
2024	63	7,87%
2025	193	6,26%

L'analyse globale des données met en lumière une amélioration significative et continue de la présence au travail depuis le pic observé en 2022. Après une période de forte hausse entre 2020 et 2022 (+17,20 % puis +16,59 %), la collectivité enregistre une baisse constante de l'absentéisme. Cette tendance favorable se confirme par une diminution de 30,41 % en 2024 et de 19,20 % en 2025, ramenant le total global à 3 411,5 jours, soit son niveau le plus bas sur toute la période étudiée.

Cette dynamique positive repose sur plusieurs leviers :

- Recul des maladies ordinaires : Le volume de jours pour maladie ordinaire a été divisé par deux depuis 2022, passant de 3 358 à 1 596 jours en 2025.
- Baisse des congés de longue durée : Les congés longue maladie et longue durée affichent également un net repli, signe d'une meilleure santé globale des agents ou d'une reprise d'activité réussie.
- Amélioration du taux d'absentéisme : Bien que le nombre d'agents ayant eu au moins un arrêt ait augmenté en 2025 (193 agents contre 63 en 2024), la durée moyenne des absences a fortement chuté, faisant passer le taux d'absentéisme de 7,87 % à 6,26 % en un an.

Le seul point d'attention concerne les accidents de travail, qui connaissent une hausse notable en 2025 avec 1 202,5 jours.

Malgré cette vigilance nécessaire sur la sécurité, la tendance générale indique une collectivité qui retrouve une forte stabilité humaine, ce qui favorise la continuité et la qualité du service public.

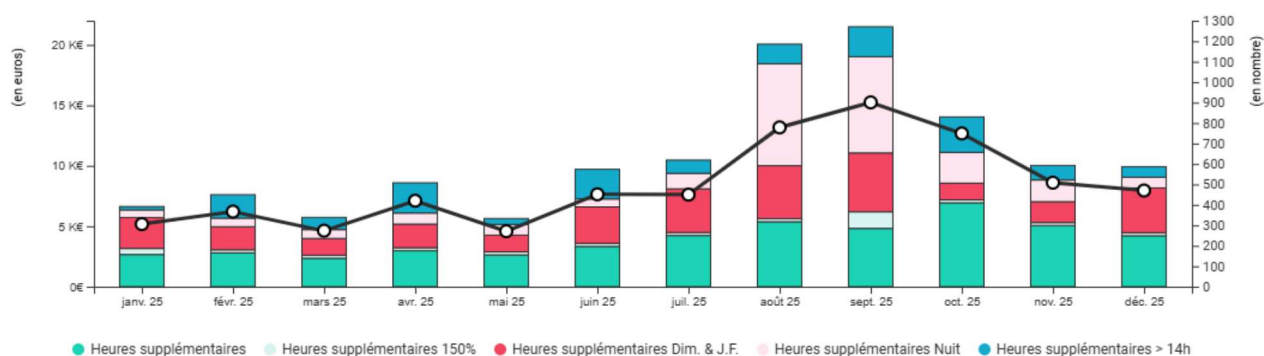
4 – Avantages en nature

Parmi les avantages en nature, au même titre que l'exercice précédent, nous pouvons citer l'affectation d'un véhicule au Directeur Général des Services ainsi qu'un logement de fonction à l'agent « *Aérodrome Flight Information Service* » dit AFIS.

5 – Evolution des heures supplémentaires 2023 / 2025

Année	Nombre d'agent	Nombre d'heures supplémentaires rémunérées	Coût des heures supplémentaires
2020	102	10377,45	253 435,27 €
2021	112	7320,06	193 020,63 €
2022	100	7668,02	231 034,76 €
2023	77	5538,24	168 877,64 €
2024	94	6328,21	148 751,15 €
2025	91	5947,42	131 187,15 €

Evolution mensuelle sur la seule année 2025 des heures supplémentaires réalisées



6 – Temps de travail

S'agissant de 2026, le temps de travail se décompose comme suit :

Nombre de jours dans l'année 2024	366
Nombre de journées hebdomadaires de repos soit 2 jours par 52 semaines	(104)
Nombre moyen de jours fériés	(8)
Nombre de congés annuels (5 fois les obligations hebdomadaires de travail)	(25)
Soit, un nombre de jours travaillés de	229
Soit, un nombre d'heures travaillées (hors journée de solidarité) de ... (Nombre de jours x 7 h, sur la base de 35 heures hebdomadaire)	1 603 heures Arrondi à 1 600 heures
Journée de Solidarité	+ 7 h
Nombre total d'heures travaillées	1 607 heures

S'agissant de 2025, le temps de travail se décomposait comme suit :

Nombre de jours dans l'année 2025	365
Nombre de journées hebdomadaires de repos soit 2 jours par 52 semaines	(104)
Nombre moyen de jours fériés	(11)
Nombre de congés annuels (5 fois les obligations hebdomadaires de travail)	(25)
Soit, un nombre de jours travaillés de	225*7
Soit, un nombre d'heures travaillées (hors journée de solidarité) de ... (Nombre de jours x 7 h, sur la base de 35 h hebdomadaires)	1 575 heures Arrondi à 1 600 heures
Journée de Solidarité	+ 7 h
Nombre total d'heures travaillées	1 607 heures

PARTIE VII – GESTION DE LA DETTE

1 – Gestion de la dette

	31/12/2024	31/12/2025	Evolution exercice
Encours	10 461 220,63	11 329 092,95	↗
Nombre d'emprunts	17	17	↔
Disponible ligne de trésorerie	0,00	0,00	↔
Durée résiduelle	10 an(s) 3 mois	12 an(s) 11 mois	↗
Vie moyenne résiduelle	5 an(s) 8 mois	6 an(s) 6 mois	↗
Taux moyen annuel	2,86%	2,94%	↗
Taux actuariel résiduel (TAR)	2,53%	2,64%	↗
Taux de marché *	2,08%	2,61%	↗
Marge moyenne	0,87%	0,96%	↗

* Taux de marché de même durée résiduelle en amortissement annuel constant. Taux hors marge en base exact/360

Les indicateurs de la dette globale de la collectivité révèlent une trajectoire de gestion marquée par une augmentation de l'encours et une évolution des conditions de financement. Au 31 décembre 2025, l'encours total s'établit à 11 329 092,95 €, marquant une progression par rapport aux 10 461 220,63 € constatés à la clôture de l'exercice précédent. Cette dynamique s'accompagne d'une modification de la structure temporelle du passif, avec une durée résiduelle qui s'allonge pour atteindre 12 ans et 11 mois, contre 10 ans et 3 mois auparavant.

Parallèlement, les indicateurs de taux témoignent d'un durcissement des conditions de marché, le taux moyen annuel passant de 2,86 % à 2,94 %. Cette tendance se reflète également dans l'évolution du taux actuariel résiduel (TAR), qui progresse de 2,53 % à 2,64 %, tandis que la marge moyenne subit une hausse modérée pour s'établir à 0,96 %. Malgré ces variations, le nombre d'emprunts demeure stable avec 17 lignes actives.

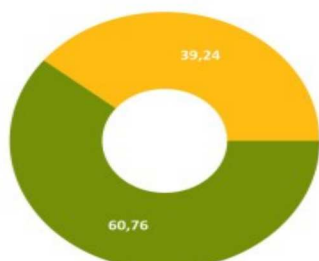
En définitive, la collectivité fait face à un volume de dette plus important sur une période de remboursement élargie, dans un contexte de remontée graduelle des coûts financiers.

2 – Répartition, diversification et gestion du risque

STRUCTURE PAR TYPE DE TAUX

La dette présente le risque de taux suivant :

En %



Type de taux	Capital restant dû au 31/12/2025	%
Fixe	6 883 622,11	60,76%
Indexé	4 445 470,84	39,24%
Total	11 329 092,95	100,00%

L'analyse du graphique relatif à la structure de la dette au 31 décembre 2025 met en exergue une stratégie de sécurisation du passif face aux aléas des marchés financiers.

Le portefeuille de la collectivité se caractérise par une nette prédominance des taux fixes, lesquels représentent 60,76 % du capital restant dû, soit un montant de 6 883 622,11 €.

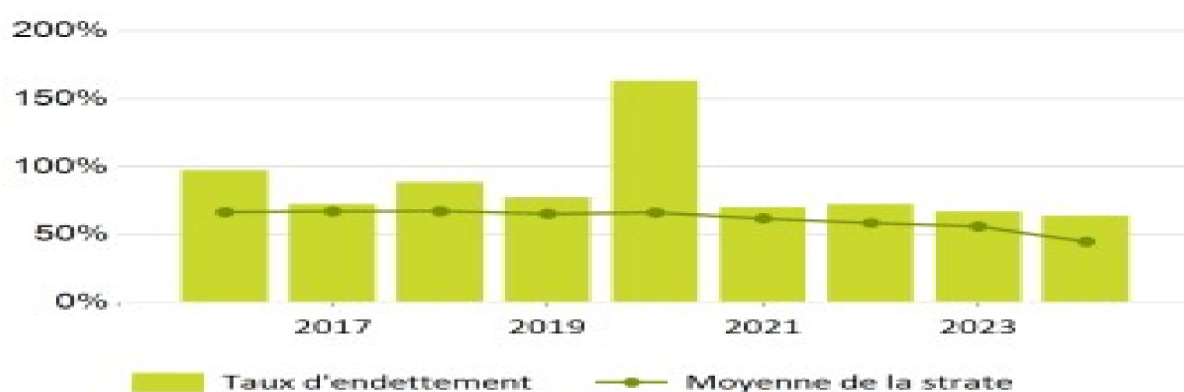
Cette configuration garantit une stabilité structurelle des annuités et protège durablement le budget contre une éventuelle volatilité des taux.

Parallèlement, la part de l'endettement indexé s'établit à 39,24 %, correspondant à un capital de 4 445 470,84 €.

Bien que cette fraction expose la collectivité aux variations d'indices, elle demeure minoritaire au sein de l'encours global qui s'élève à 11 329 092,95 €.

En somme, cette répartition entre taux fixes et taux indexés témoigne d'un pilotage prudent de la dette, privilégiant la visibilité à long terme tout en conservant une certaine flexibilité de gestion.

3 – Evolution de l'endettement du budget principal



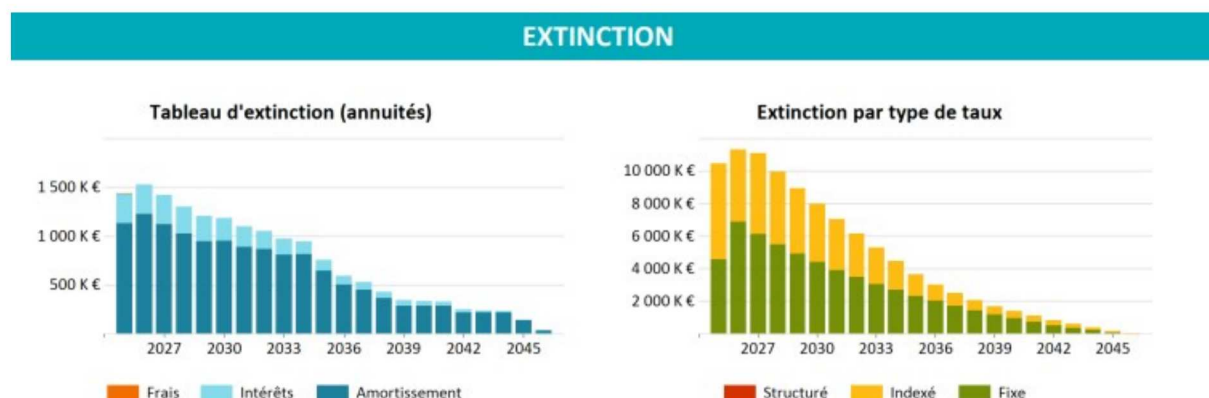
L'évolution du taux d'endettement de la collectivité révèle une trajectoire de désendettement progressive et maîtrisée sur la période récente.

Après avoir connu un pic exceptionnel en 2020, où le ratio a dépassé les 150 %, l'endettement a amorcé une décrue constante pour se stabiliser aux alentours de 65 % en 2024.

Cette tendance baissière permet à la collectivité de se rapprocher de la moyenne de sa strate. En 2024, l'écart avec la moyenne de la strate, qui se situe sous la barre des 50 %, tend à se réduire, témoignant d'un effort de consolidation budgétaire significatif.

Ainsi, la collectivité s'inscrit dans une dynamique vertueuse d'alignement sur les standards de sa catégorie, renforçant ainsi sa solvabilité à long terme.

4 – Profil d'extinction de la dette



L'étude de la tendance de la dette met en évidence une trajectoire de désendettement programmée sur une période s'étendant jusqu'en 2046. Le tableau d'extinction des annuités révèle une diminution progressive de la charge annuelle qui passera d'un point haut situé entre 2026 et 2027 à une extinction quasi totale au terme de la période. Cette dégressivité repose sur un amortissement constant du capital soutenu par une charge d'intérêts qui s'amenuise mécaniquement au fil des années.

En parallèle, le graphique d'extinction par type de taux montre que la dette est majoritairement composée de taux fixes et de taux indexés dont le volume global se réduit de manière linéaire. La part de la dette à taux indexé semble disparaître du portefeuille aux alentours de 2043, laissant place à une extinction finale composée exclusivement de taux fixes.